

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot  
Pôle Risques Accidentels et Risques Chroniques  
2 quai de Verdun  
82000 MONTAUBAN

Montauban, le 18/07/23

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/07/2023

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **TEYSSIER SARL**

404 Avenue du 11 Novembre  
40250 Souprosse

Références : JCB/2023/0946  
Code AIOT : 0006804776

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/07/2023 dans l'établissement TEYSSIER SARL implanté Route de trixe 82710 Bressols. L'inspection a été annoncée le 29/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection porte exclusivement, à la demande de l'exploitant, sur les exigences réglementaires à respecter dans le cadre des modifications de conditions d'exploitation du site envisagées, induites par la construction d'une ligne ferroviaire sur une partie de l'actuel périmètre ICPE.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TEYSSIER SARL
- Route de trixe 82710 Bressols
- Code AIOT : 0006804776
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site a été créé en 2004 à l'initiative de Monsieur TEYSSIER Albert actuel gérant de la société et ancien chef d'établissement d'une société de transport de marchandises, essentiellement de citernes de liquide alimentaire.

L'établissement a été autorisé au titre de la réglementation ICPE par un arrêté préfectoral de 2007. L'activité consiste au lavage intérieur et extérieur de citernes alimentaires et chimiques réparties sur 2 lignes distinctes et un poste supplémentaire dédié aux bennes.

L'activité a connu une constante progression depuis sa création.

Concerné depuis plusieurs années par une possible expropriation pour la construction d'une ligne ferroviaire LGV, cette éventualité semble se confirmer sous brève échéance.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Modification des conditions d'exploitation, changement de périmètre ICPE
- Cessation d'activité

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Porter à connaissance	Code de l'environnement du 06/01/2020, article L.181-14	/	Sans objet
2	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 19/08/2021, article R.512-39-1	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les points de contrôle réalisés lors de cette inspection ont été effectués dans le but de fixer le cadre réglementaire que l'exploitant doit respecter pour son projet de modifications de ses installations rendu nécessaire par la construction de la LGV sur une partie de son emprise ICPE actuelle.

### **2-4) Fiches de constats**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 06/01/2020, article L.181-14
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modification des conditions d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.</p> <p>En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.</p> <p>L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.</p>
<p><b>Constats :</b> Le site est localisé sur la zone industrielle de Trixte, commune de Bressols (82). Depuis plusieurs années, l'emprise de l'établissement est concernée par le fuseau de la future ligne à grande vitesse (LGV) appelée à rejoindre les villes de Toulouse à Bordeaux. Selon les dernières informations recueillies par l'exploitant, le tracé de la voie LGV passera sur le parcellaire actuellement occupé par son unité de lavage. En ce sens, le terrain identifié au Sud-Ouest du périmètre actuel sera exproprié. Seule la partie Est de l'emprise actuelle, principalement occupée par la parking poids-lourds sera épargnée. Dans ces conditions, et afin de maintenir son activité, l'exploitant envisage de transférer les locaux actuels pour partie sur le parking poids-lourds précité et une parcelle attenante de l'emprise ICPE dont il est propriétaire. En ce sens, ce projet implique une modification de l'implantation de son unité de production actuelle ainsi qu'une modification du périmètre ICPE. A cet effet, l'inspection confirme en séance à l'exploitant que ce type d'évolution doit nécessairement faire l'objet d'un porter à connaissance auprès des services de la Préfecture. En fonction des éléments fournis, le caractère substantiel de la modification sera évalué. Il apparaît indispensable que la nouvelle emprise foncière appelée à être incluse au périmètre ICPE devra faire l'objet d'investigations floristiques et faunistiques afin de quantifier un éventuel impact sur ce sujet. Outre les modifications précitées, l'exploitant prévoit de mettre à profit ce déménagement pour moderniser son établissement. Il n'envisage aucune modification concernant les seuils d'activité actuellement autorisés. En ce sens, le classement ICPE demeurera identique. Le dossier de porter à connaissance devra établir un descriptif précis des nouvelles installations et décrire les impacts attendus tant sur le volet environnemental que sur l'aspect des risques vis-à-vis des tiers. L'analyse des documents transmis fera l'objet d'une consultation des services habituels sollicités dans le cadre des procédures de délivrance des autorisations environnementales.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Cessation d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/08/2021, article R.512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modification du périmètre ICPE
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</p> <p>III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.</p> <p>Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.</p> <p>IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.</p>
<p><b>Constats :</b> Comme abordé au point précédent du présent rapport, une partie du périmètre actuel est appelé à être retiré de l'emprise ICPE. L'usage futur de ce foncier est destiné à la mise en place de la LGV. Dans cette logique, il appartient à l'exploitant de respecter la procédure de cessation partielle d'activité prévue par le code de l'environnement et notamment ses articles R512-39-1 et suivants. La cessation partielle d'activité, régit par l'arrêté ministériel du 9 février 2022, rentre dans le champs des nouvelles dispositions applicables depuis le 1er juin 2022 nécessitant, outre la possibilité, désormais, de traiter une cessation d'activité par rubrique de la nomenclature sans attendre l'arrêt définitif du site, l'intervention d'un bureau d'étude (BE) certifié dans le domaine des sites et sols pollués pour attester de la mise en sécurité (attestation de mise en sécurité), de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation (attestation mémoire) puis de la bonne mise en œuvre de ces mesures (attestation travaux). Suite à l'accomplissement du mémoire de cessation, il est rappelé en séance à l'exploitant ses obligations de satisfaire aux exigences des articles R-512-39-1 à R-512-39-3 du code de l'environnement ainsi qu'à l'article R.512-75-1 du même code. En tout état de cause, l'ensemble des opérations administratives et techniques liés à la cessation doivent assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 et, le cas échéant, à l'article L.211-1 du code de l'environnement. L'usage futur est clairement établi. En résumé, l'exploitant doit procéder, préalablement à la restitution de l'emprise foncière n'étant plus utilisée au titre ICPE, à la cessation d'activité prévue par les textes réglementaires en vigueur qui définissent les obligations auxquelles il doit se conformer (investigations, travaux, proposition d'usage futur et éventuelle restriction) afin de garantir l'absence de risques pour les futurs usagers et préserver les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. En fonction des éléments figurant au sein du mémoire en réponse, l'avis d'autres services de l'état pourra être solliciter.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet